

Valais et leadership dans le secteur énergétique

L'avenir du canton passe par un développement des secteurs liés aux smartgrids et au stockage de l'énergie.

Alors que la Lex Weber commence à déployer ses effets dans le canton, le chef du département de l'Economie valaisan refuse de céder au catastrophisme. Pour lui, il est tant d'adapter les modèles d'affaires à la nouvelle donne. Même si elle a été imposée par le peuple Suisse. Les Valaisans doivent retrouver leur esprit entrepreneurial et ne pas toujours se retourner vers le passé

La Lex Weber commence à déployer ses effets après le rejet des recours par le Tribunal fédéral. Peut-on chiffrer l'impact sur l'économie du canton?

Le choc est certes brutal. Mais le business model qui a prévalu jusqu'à présent n'était de toute façon pas durable et allait de toute manière connaître une rupture, avec ou sans la nouvelle législation. J'estime que, comme c'est le cas avec une entreprise, un canton doit savoir s'adapter aux changements du contexte s'il veut réussir à l'avenir. Or, ce qui est difficile c'est que nous devons changer ce modèle du jour au lendemain. Bien entendu, tant que nous avons la possibilité d'influencer le contexte législatif et de défendre nos intérêts nous le faisons. Mais en parallèle, nous nous engageons également avec toute l'énergie voulue pour préparer de nouvelles orientations. Ce n'est pas seulement valable pour la construction. Mais aussi pour d'autres secteurs, comme la banque qui doit faire face à une grande mutation dictée par la pression internationale.

Des mesures d'accompagnements sont-elles prévues pour les entreprises impactées? Par exemple en anticipant des travaux publics?

Non, pas dans l'immédiat. Nous avons cependant initié un mandat d'observation du marché du travail. Et plusieurs grands chantiers sont en cours ou en vue dans le canton. Qu'il s'agisse de la fin de la construction de l'autoroute A9 dans le Haut-Valais ou du futur Campus EPFL à Sion au Sud des voies CFF. Ou encore de la 3e correction des eaux du Rhône. Par ailleurs, l'expansion de Arc lémanique vers le Chablais valaisan implique un regain des constructions dans tout le Bas-Valais. Sans compter les travaux de mise à niveau énergétique des immeubles ces prochaines années.

Le Valais se place au 24^e rang de l'indicateur UBS sur la compétitivité des cantons en 2013. Que vous inspire cette situation?

Il est vrai que ces chiffres sont dérangeants. Il faut cependant prendre en considération que le Valais est un canton périphérique. De plus, notre tissu écono-



JEAN-MICHEL CINA. Le chef du Département de l'Economie relative les effets de la Lex Weber.

mique est composé essentiellement de branches traditionnelles. Je pense notamment à la métallurgie et bien entendu à la construction au tourisme. Un secteur qui représente encore actuellement 25% du PIB cantonal. Nous sommes ainsi conscients que nous devons mettre en place une stratégie différente, en investissant de manière importante dans l'innovation. Ces investissements portent déjà leurs fruits. Le Valais s'est ainsi classé au 3e rang dans le Top 100 des meilleures start-up suisses, juste derrière les cantons de Zurich et de Vaud. Ce succès est d'ailleurs fortement lié à la fondation The Ark et à son incubateur d'entreprises. Notre objectif est de transformer le Valais en laboratoire vivant, en développant les domaines où nous avons des atouts. Or, augmenter la compétitivité d'un canton ou d'une région est un travail de longue haleine. Il faudra donc faire preuve de patience. Mais l'essentiel, c'est que les jeunes retrouvent le goût de l'entrepreneuriat.

Concrètement, quels sont les domaines stratégiques?

Je pense que nos pistes pour l'avenir se trouvent en particulier dans le secteur l'énergie, et notamment dans le smart grid ou le stockage de l'énergie. L'énergie est d'ailleurs au cœur du projet développé avec l'EPFL à Sion. Sept des onze chaires seront ainsi dédiées au développement dans ce domaine.

L'indicateur UBS met également

Pression fiscale et spécificités suisses

Le canton possède également une petite poche d'industrie financière, notamment à Crans-Montana, Verbier et Zermatt. Est-ce que le contexte international vous fait craindre pour cette activité?

Il est clair que ces changements qui touchent la place financière suisse impacteront cette industrie également en Valais. Nous suivons attentivement ce qu'il se passe au niveau national. Notre tâche première n'est pas de définir une stratégie au niveau du canton pour la place financière suisse. Ce qui nous inquiète, c'est lorsque les intérêts du Valais sont particulièrement touchés. La suppression des forfaits fiscaux, l'imposition des successions ou l'adoption de la convention contre la double imposition révisée avec la France auraient ainsi des conséquences lourdes pour le canton. Il ne faut pas priver notre pays des atouts qui ont fait son attrait ces dernières années. Il faut lutter contre cette tendance au niveau suisse.

en évidence que le canton du Valais fait face à une fuite de ses cerveaux. Comment remédier à ce problème?

Pour que nos talents reviennent chez nous, il faut leur offrir des perspectives. C'est ce que nous essayons de faire notamment avec l'implantation de l'EPFL ainsi qu'avec le centre de la Suva dans le domaine de la robotique. Le canton se positionne en effet également comme un important centre de compétence en matière de santé. Le secteur offre de très bonnes perspectives de développement.

S'agissant de la promotion économique, le canton est membre de la Greater Geneva Bern Area (GGBa). Son action a été vivement critiquée par le canton de Fribourg, qui s'estime lésé au profit des cantons lémaniques. Quelle est la position en Valais?

Je suis personnellement satisfait. Le retour sur investissement est tout à fait acceptable. Pour un montant de 350.000 par an, nous avons réussi à faire venir des sociétés comme Schollglass à Steg ou AdValem à Port-Valais. Cela me semble être un succès. Je crois que Fribourg devrait peut être relativiser ses propres attentes. Pour le Valais, en tant que région périphérique, cette collaboration me semble fructueuse.

Que pouvez-vous offrir aux entreprises désirant s'implanter en Valais?

Trois choses: un prix de l'énergie attractif, un avantage fiscal avec une forme de tax holiday et un soutien à la reconversion professionnelle de certaines catégories d'employés.

Vous évoquez le statut périphérique

LE VALAIS EST AU TROISIÈME RANG
DANS LE TOP 100 DES MEILLEURES
START-UP EN SUISSE.
JUSTE DERRIÈRE ZURICH ET VAUD.

Vous évoquez différents dossiers fiscaux, quel impact aura la réforme sur la fiscalité des entreprises en Valais?

Nous sommes moins concernés directement que des cantons comme Vaud et Genève. Mais le problème, c'est que cette réforme pourrait avoir des répercussions sur la péréquation financière. Il faut trouver un équilibre et ne pas le faire au détriment de certaines régions receveuses, comme la nôtre. On a tendance à oublier la notion de solidarité qui fait la force de notre pays. Tous ces dossiers m'amènent à penser que l'on a tendance à négliger les intérêts des cantons alpins. Il faut donner des perspectives économiques aux habitants de ces régions pour qu'ils puissent rester dans leur environnement et se développer. Sinon, on risque de créer une véritable crise identitaire de la Suisse. (YS/GMa)

que du Valais. Des voix estiment que le canton reste le parent pauvre du réseau CFF. Est-il vraiment prétérité?

Je crois qu'il ne faut pas oublier que la Confédération a mis beaucoup de moyens pour le tunnel de base du Lötschberg. La population devrait dire merci pour cet investissement important qui a donné un véritable souffle au canton. Les gens ont toujours tendance à ce concentrer sur ce qu'ils n'ont pas encore reçu. Or, bien entendu, il y a encore des choses qui doivent être améliorées, notamment la ligne Lausanne-Brigue et nous travaillons dans ce sens avec les CFF.

Et avec l'Italie?

Le Tessin défend un projet de ligne directe vers l'aéroport de Malpensa. Je rêve d'une liaison entre cette ligne et celle du Simplon, à la hauteur de Gallarate. Qui non seulement nous offrirait une voie directe vers l'aéroport milanais, mais permettrait peut-être aussi de faciliter le transit entre le Tessin et la Suisse romande en évitant le détour par le Gothard.

En matière d'infrastructures, il y a aussi l'Aéroport de Sion... Oui, il est idéalement situé entre Genève, Milan et Berne. L'installation d'un système permettant l'atterrissage aux instruments permettra l'arrivée d'une nouvelle clientèle. La présence de spécialistes des services de maintenance ou d'aviation d'affaires, comme TAG Aviation renforce son attractivité. Pour la clientèle de la Riviera vaudoise, par exemple il n'est pas plus éloigné que Genève.

INTERVIEW:
YOANN SCHENKER
GILLES MARTIN